

CNAS

9 juillet 2020



Syndicat National
Solidaires
Finances
Publiques

Solidaires
DOUANES

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
finances
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires

I.D.D.
Solidaires

Septembre 2020

Action Sociale

sur l'autel du sacrifice !



Un CNAS, qui avait d'ailleurs plutôt des allures de Groupe de travail, s'est réuni en juillet mais avec un nombre réduit de participant.e.s compte tenu des contraintes sanitaires et de la date de convocation.

Précisons que c'est le premier CNAS qui se tenait depuis...un an !

Mme BARBAT-LAYANI, nouvelle secrétaire générale du MEFR et Présidente du CNAS a en réponse à notre liminaire commune fait un rappel des différents chantiers en cours concernant l'action sociale. Pour elle :

- Il faut travailler sur les prestations d'action sociale, leurs qualités, leur perception par les agents, identifier les besoins des agents et voir ce qui pourrait être rénové. Elles doivent être dirigées vers les plus jeunes ;

- La gouvernance de l'action sociale présente des inconvénients avec de multiples instances qui sont très chronophages. La fusion partielle ou totale de tout ou partie des opérateurs (EPAF, ALPAF, AGRAF, ATSCAF, la COOP etc...) est donc toujours à l'ordre du jour ;

- Le parc immobilier mis à disposition d'EPAF n'est pas dans le meilleur état et les coûts de gestion sont élevés, sans donner satisfaction aux agent.e.s ;

- Enfin concernant le réseau d'action sociale, il est obsolète, il doit s'adapter à la situation de l'action sociale et aux nouveaux moyens de communication. Il doit être resserré pour une action sociale efficace et efficiente.

Bref, un discours très orienté mais très peu social ...

- L'approbation du PV du CNAS du 4 juillet 2019 a été retirée de l'ordre du jour ; le Procès Verbal n'avait été envoyé aux organisations syndicales que... la veille !

- **Le rapport d'activité** de l'action sociale pour 2019 n'a pu être vu que succinctement du fait de l'absence des annexes (73 pages normalement !!) au rapport et des questions des organisations syndicales restées sans réponse.

Les dépenses pour 2019 se sont élevées à 113,3 M€ alors que le budget était de 115,6 M€ soit une sous-consommation de 2,3 M€.

Aucune explication de la part du SG !

- En 2019, 5 berceaux supplémentaires de places en crèches ont été réservés.

Pour quel montant, quel est le montant moyen d'une réservation, qu'en est-il des contrats enfants jeunesse ? Contribuent-ils à des fonds de concours et pour quel montant ? Qu'en est-il des nouvelles réservations pour 2020 ? Autant de questions posées par **Solidaires Finances** et demeurées sans réponse.

- **Dans le domaine de la restauration**, une baisse générale des repas servis est observée, que ce soit sur PARIS (AGRAF) ou en province.

En province cela s'explique notamment par la disparition de 68 structures dont 6 restaurants financiers.

Le Secrétariat Général n'a qu'une approche très parisienne de la restauration, au-delà d'AGRAF pas de sujet !

La DGFIP qui gère la majorité des restaurants financiers en province partage cette perception parisienne (service de la Direction Générale) et n'a qu'une vision purement comptable pour le reste des départements. Si un restaurant ne sert pas en moyenne 30 repas par jour aux seul.e.s agent.e.s de la DGFIP, sa fermeture doit être envisagée : c'est le credo de la DGFIP.

Solidaires Finances continue à revendiquer le bénéfice de l'AGRAF pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire avec des tarifs AGRAF. Pour **Solidaires Finances** AGRAF a acquis un savoir-faire et des compétences qui peuvent être mis à disposition de l'ensemble des agent.e.s.

Solidaires Finances a réitéré que les délégué.e.s soient d'avantage associé.e.s et impliqué.e.s sur la restauration collective, l'aide aux associations et la recherche de solutions pérennes y compris avec d'autres administrations.

Pour **Solidaires Finances** le titre-restaurant n'est pas la solution, c'est seulement un pis aller.

■ **Concernant le logement**, l'activité d'ALPAF a été stable mais toujours très soutenue compte tenu des arrivées conséquentes de nouveaux agents. La petite baisse enregistrée des demandes de prêts peut s'expliquer par les faibles taux d'intérêt bancaires.

■ **S'agissant d'EPAF**, le nombre de nuitées comme le nombre de colons continue de diminuer avec un décrochage par rapport au nombre d'enfants.

Cette baisse préoccupe **Solidaires Finances** qui voit plusieurs raisons :

- le coût des prestations qui augmente chaque année alors que les salaires stagnent ;
- le coût trop élevé des colonies de vacances ;
- les questions liées à l'acheminement des enfants aux lieux de centralisation des départs ;
- la baisse des prestations proposées (moins de centres de vacances pour les colos et pour les familles l'été) ;
- le manque de communication d'EPAF et des délégations sur les prestations EPAF.

■ **Bilan de l'action sociale durant la crise sanitaire :**

Le Secrétariat Général a de nouveau fait le bilan de son activité « sociale » durant cette crise. Rien de bien nouveau, le secrétariat général a repris pour la plupart ses propos tenus lors du groupe de travail du 4 juin.

- **ALPAF** a mis à disposition des soignants gratuitement une centaine de logements à proximité des hôpitaux et des EHPAD. Ce geste a été particulièrement apprécié.

- **AGRAF** a interrompu son activité durant le confinement à l'exception de 2 restaurants qui ont préparé quelques paniers repas. Dès le confinement, AGRAF a fait don de ses denrées en stock à des associations caritatives.

Solidaires Finances a une nouvelle fois dénoncé les mauvaises conditions de travail et de gestion des personnels d'AGRAF. En effet, depuis la fin du confinement certains se sont retrouvés en nombre insuffisant sur les sites alors que pendant ce temps d'autres étaient maintenus en chômage.

Solidaires Finances déplore l'indifférence du Secrétariat Général quant à la reprise de la restauration en province, laissant seule la DGFIP à la manœuvre.

- **EPAF** a annulé toutes ses colonies à l'étranger durant l'été. 1 000 colons partaient cet été en France dans des conditions sanitaires très contraignantes. Tous les personnels d'EPAF se sont fortement mobilisés pour réussir ce pari.

- Enfin, si les **assistant(e)s de service social** ont continué à exercer leur activité avec les moyens du bord durant le confinement, pour **Solidaires Finances les délégué(e)s d'action sociale** ont été les grand(e)s oublié(e)s de leur hiérarchie (absence de dotation de masques, de gel et de produits désinfectants pour réintégrer les locaux). Elles et ils ont dû commander directement à l'UGAP des masques et gels hydro-alcooliques pour leur retour... et ont fini par acheter les matériels de protection avec la carte achat, rien n'ayant été anticipé en centrale.

Pendant les deux mois de confinement, les délégués.es ont été abandonnés à leur sort.. Aucune consigne de l'administration concernant les actions locales (sorties) si ce n'est celle de trouver des solutions alternatives en échangeant avec les acteurs habituels des CDAS ! Les rares consignes du Secrétariat général sont parvenues souvent qu'a posteriori, ou la veille pour le lendemain. A titre d'exemple ce n'est que le 13 mai que les délégués.es ont appris leur positionnement en télétravail depuis le 17 mars.

Tout ceci ne fait que renforcer le mal être des personnels déjà bien mal en point sur le sens de leur mission à laquelle l'administration leur donne de moins en moins de moyens.

Le Secrétariat Général a indiqué que l'utilisation des CAL (crédits d'action locale) était laissée à l'initiative des CDAS, qu'il ne donnerait aucune directive et que ces crédits n'étaient pas reportables en 2021 en cas de sous-utilisation.

Autant dire que le Secrétariat Général se défile, à croire qu'il souhaite voir une sous-utilisation pour mieux amputer le prochain budget et affaiblir l'action sociale ministérielle afin d'en justifier le démantèlement. Pour ce gouvernement il n'y a donc pas de petites économies tant que celles-ci sont réalisées sur le dos des personnels.

Pour conclure, ce simulacre de CNAS ne laisse guère de place à l'optimisme :

- Les perspectives de fusion des associations et la cession envisagée du patrimoine d'EPAF par Mme BARBAT-LAYANI sont alarmantes pour l'avenir d'EPAF, les moyens de l'action sociale
- L'action sociale ministérielle elle-même - amputée d'une de ces composantes ;
- Aucune ambition de la part du Secrétariat Général sur la restauration collective, particulièrement en province ;
- Le sort des délégations d'action sociale est inquiétant, un regroupement à terme étant fortement envisagé rompant davantage le lien avec les agents.es.

Et ce d'autant plus que le Secrétariat Général renie ses annonces :

- S'agissant d'ALPAF, nous avons compris que l'association avait eu le feu vert pour transformer le prêt en faveur des enfants poursuivant leurs études (130 prêts par an) en une aide non remboursable. Revirement de situation, la nouvelle Secrétaire Générale semble faire obstruction.
- De même, EPAF va organiser des colonies de vacances à la Toussaint mais... seulement à titre exceptionnel alors qu'il nous avait été dit qu'EPAF en faisait l'expérimentation en vue d'une future pérennisation.

EPAF va « économiser » au moins 4,5 M€ à cause du Covid (non réalisation de colonies). Elle envisageait donc de payer des travaux (normalement à la charge de l'État) dans ses résidences. Le Secrétariat Général s'y oppose. Pourquoi ? Parce que c'est non ! Ne serait-ce pas plutôt le présage d'une vente bradée (justifiée par la « vétusté » de certaines infrastructures) des résidences et ce malgré l'opposition de l'ensemble des représentants des personnels.

Ces derniers.es sont sortis.es de ce CNAS sans réponse à leurs questions mais avec des inquiétudes renforcées sur le devenir de l'action sociale ministérielle et ce d'autant plus dans un contexte de grande insécurité sociale. L'offensive du Secrétariat Général et des ministres qui ne cessent de vouloir culpabiliser les agents.es du ministère, de laisser croire que ce sont des nantis, que le budget d'action sociale serait trop élevé, doit faire long feu.

Croire un tel discours, c'est nier la réalité des faits, les baisses de pouvoir d'achat, les baisses de promotions et la nécessité d'une action sociale pour tous prenant en considération les besoins essentiels des agents.es.

Il est grand temps que les agents.es se mobilisent pour sauver également leur action sociale. Ne baissions pas la garde ! Réagissons collectivement ! C'est cela aussi l'urgence sociale !